

Paris, le 10 mai 1941.

DEL. COL.
Nm. 42

II

APPLICATION DU CODE DE LA FAMILLE

Le présent Avis Général (1) a pour objet de faire connaître au Personnel les conditions dans lesquelles lui seront appliquées les dispositions du décret-loi du 29 juillet 1939 (Code de la Famille) modifiées par les lois du 18 novembre 1940 et du 15 février 1941 et la loi du 29 mars 1941 instituant l'allocation de salaire unique.

Dans cet Avis Général sont exposés :

- I — le régime général applicable aux agents du cadre permanent et aux auxiliaires à partir du 1^{er} avril 1941;
- II — les mesures transitoires applicables à partir du 1^{er} avril 1941;
- III — les conditions dans lesquelles sera réglée la période antérieure au 1^{er} avril 1941.

I. — RÉGIME GÉNÉRAL

A) Allocation à la première naissance.

L'Avis Général Personnel N° 10 du 21 mars 1940 a porté à la connaissance du personnel les conditions dans lesquelles une allocation à la première naissance, d'un taux variable de 2 000 à 3 000 francs, est attribuée depuis le 1^{er} janvier 1940 en vertu du Code de la Famille, à l'occasion de la naissance de l'enfant légitime de premier rang lorsque cette naissance survient dans les deux premières années du mariage de l'agent et que l'enfant est né viable et a la nationalité française; à titre de mesure transitoire il suffisait, pour les agents mariés depuis moins de 2 ans à la date du 30 juillet 1939, que la naissance survint au cours de l'année 1940.

Les délais ainsi prévus pour la naissance de l'enfant sont augmentés d'une durée égale à celle de la mobilisation du mari.

(1) Le présent Avis Général ne comprend qu'un résumé des règles essentielles résultant du Code de la Famille. Une instruction détaillée est publiée d'autre part.

Le délai au cours duquel la demande d'allocation à la première naissance doit être présentée pour être recevable, fixé à 6 mois à partir de la naissance (paragraphe 3° de l'article 4 de l'Avis Général Personnel N° 10), est exceptionnellement porté à 18 mois pour les enfants nés au cours de l'année 1940.

Les agents qui seraient susceptibles de bénéficier de ces augmentations de délais sont invités à présenter ou à renouveler leur demande d'allocation à la première naissance.

Les Tableaux ci-annexés indiquent, d'autre part, les taux de l'allocation à la première naissance applicables aux naissances qui surviendront à partir du 1^{er} avril 1941, suivant la commune et le département dans lequel se trouve la résidence personnelle de l'agent. Ces tableaux se substituent, à partir de cette date, à celui qui faisait l'objet de l'Annexe I à l'Avis Général Personnel N° 10.

B) Allocation de salaire unique.

L'allocation de salaire unique n'est accordée qu'aux agents du sexe masculin mariés ou remariés (à l'exclusion des agents célibataires, veufs, divorcés ou séparés judiciairement) dont la femme ne bénéficie pas d'un revenu professionnel versé en contrepartie d'un travail effectif ainsi qu'aux femmes agents qui assument seules, par leur salaire, la charge de leurs enfants.

Seuls y ouvrent droit ceux des enfants à charge qui remplissent les 3 conditions suivantes :

- 1° — appartenir à l'une des catégories indiquées ci-après :
 - les enfants légitimes issus du mariage de l'agent ou d'un précédent mariage de l'agent ou de son conjoint ainsi que les enfants légitimés,
 - les petits-enfants,
 - les enfants légalement adoptés,
 - les enfants naturels reconnus par la femme agent, lorsque celle-ci en assume seule la charge par son salaire.

Bien entendu, l'enfant doit être effectivement à charge.

- 2° — avoir la nationalité française et résider en France (territoire métropolitain y compris la Corse et la Principauté de Monaco);

- 3° — n'avoir pas atteint la limite d'âge de :

- 15, 17 ou 20 ans (fixée selon le cas pour l'attribution des allocations familiales), lorsque l'agent a plusieurs enfants vivants remplissant les deux premières conditions visées ci-dessus, ou lorsqu'il s'agit de l'enfant unique d'une femme agent, sous réserve que celle-ci en assume seule la charge par son salaire,
- 15 ans (1) lorsqu'il s'agit de l'enfant unique d'un agent du sexe masculin, c'est-à-dire lorsque cet agent n'a aucun autre enfant vivant remplissant les deux premières conditions visées ci-dessus.

(1) Cette limite d'âge de 15 ans n'est pas susceptible d'être augmentée même si l'enfant est placé en apprentissage, est infirmé ou malade, ou poursuit ses études.

L'allocation de salaire unique est égale, suivant le nombre des enfants y ouvrant droit, aux pourcentages indiqués ci-après, du salaire moyen mensuel départemental applicable dans la commune où réside personnellement l'agent :

- 20 % pour un enfant âgé de moins de 5 ans,
- 10 % pour un enfant âgé de 5 ans ou plus,
- 25 % pour deux enfants,
- 30 % pour trois enfants ou plus.

Les taux de cette allocation sont indiqués dans les tableaux I et II annexés au présent Avis.

C) Allocations familiales.

Les allocations familiales ne seront désormais attribuées qu'aux agents chefs de famille qui ont au moins 2 enfants à charge, c'est-à-dire âgés de moins de :

- 15 ans dans le cas général,
- 17 ans pour les enfants qui sont placés en apprentissage (avec contrat écrit) ou qui se trouvent, par suite d'infirmité ou de maladie chronique, dans l'impossibilité constatée de se livrer à aucun travail salarié,
- 20 ans pour les enfants qui poursuivent leurs études.

Les taux des allocations familiales ne seront plus déterminés en fonction de l'indemnité de résidence, c'est-à-dire du lieu de travail de l'agent, mais en fonction du salaire moyen départemental applicable dans la commune où se trouve la résidence personnelle de l'agent.

Ils sont fixés à 10 % de ce salaire moyen mensuel pour le deuxième enfant à charge, à 20 % pour le troisième, à 30 % pour le quatrième et chacun des suivants, soit 10 % pour deux enfants à charge, 30 % pour trois et 60 % pour quatre, avec augmentation de 30 % par enfant au delà du quatrième.

Il existe deux salaires moyens mensuels dans chaque département, l'un applicable aux agents résidant personnellement dans une commune urbaine de première catégorie, l'autre applicable aux agents résidant personnellement dans une commune urbaine de deuxième catégorie ou dans une commune rurale. Les taux de ces salaires ainsi que les taux correspondants des allocations familiales sont indiqués aux tableaux I et II ci-annexés.

II. — MESURES TRANSITOIRES APPLICABLES A PARTIR DU 1^{er} AVRIL 1941

A) Régime transitoire applicable aux agents admis au Cadre permanent antérieurement au 1^{er} avril 1940.

Les agents admis au cadre permanent antérieurement au 1^{er} avril 1940 et qui, à la date du 31 mars 1940, bénéficiaient des allocations pour charges de famille de l'ancien régime pour plusieurs enfants ou pour un enfant d'un rang au moins égal au deuxième, bénéficient éventuellement, en sus des allocations familiales et de l'allocation de salaire unique prévues par le régime général défini aux paragraphes I B et I C ci-dessus, d'un complément d'allocation familiale transitoire déterminé de telle sorte qu'ils

reçoivent au total, pour ceux de leurs enfants qui, à la date du 31 mars 1940, donnaient droit aux allocations pour charges de famille de l'ancien régime, une somme au moins égale à celle qu'ils recevraient pour ces enfants si ces anciennes allocations pour charges de famille avaient continué à leur être accordées :

- jusqu'aux anciennes limites d'âge (18 ans, 21 ans ou sans limite d'âge selon le cas) pour les enfants nés antérieurement au 1^{er} avril 1927;
- jusqu'aux nouvelles limites d'âge (15, 17 ou 20 ans selon le cas) pour les enfants nés le 1^{er} avril 1927 ou depuis cette date.

B) Régime transitoire applicable aux agents admis au Cadre permanent postérieurement au 31 mars 1940 et aux auxiliaires.

Les agents admis au Cadre permanent postérieurement au 31 mars 1940 (et les auxiliaires) qui, à cette date, avaient au moins deux enfants vivants (même s'il ne leur restait à cette date qu'un seul enfant à charge) bénéficient éventuellement, en sus des allocations familiales et des allocations de salaire unique prévues par le régime général défini aux paragraphes IB et IC ci-dessus, d'un complément d'allocation familiale transitoire déterminé de telle sorte qu'ils reçoivent au total, pour ceux de leurs enfants qui sont nés antérieurement au 1^{er} avril 1940, une somme au moins égale à celle qu'ils recevraient pour eux si l'ancien régime de droit commun résultant du décret-loi du 12 novembre 1938, dont les conditions d'application aux auxiliaires ont fait l'objet de l'Avis Général personnel n° 8 du 22 août 1939, avait continué à leur être appliqué.

III. — RÉGLEMENT DE LA PÉRIODE ANTÉRIEURE AU 1^{er} AVRIL 1941

A) Agents du cadre permanent.

Le régime général en vigueur du 1^{er} avril 1940 au 1^{er} avril 1941 présentait par rapport au régime en vigueur après le 1^{er} avril 1941 les principales différences suivantes :

1° — Les limites d'âge étaient de 14 ans (au lieu de 15 ans) dans le cas général et 17 ans (au lieu de 20 ans) pour les enfants poursuivant leurs études.

2° — L'allocation familiale pour le 4^e enfant et les suivants était de 20 % (au lieu de 30 %) du salaire moyen départemental.

3° — L'allocation de la mère au foyer était égale, quel que fût le nombre des enfants, à 10 % du salaire moyen départemental et n'était attribuée qu'aux agents résidant personnellement dans une commune urbaine de première ou de deuxième catégorie (à l'exclusion des agents résidant dans une commune rurale) et ayant au moins un enfant à charge remplissant les deux premières conditions visées au § IB ci-dessus et âgé de moins de :

- 5 ans pour les agents du sexe masculin n'ayant qu'un seul enfant vivant remplissant les deux premières conditions visées ci-dessus,
- 14 ans pour les agents du sexe masculin ayant plusieurs enfants vivants remplissant les deux premières conditions visées ci-dessus,
- 14 ou 17 ans, selon le cas, pour les femmes agents ayant un ou plusieurs enfants remplissant les deux premières conditions visées ci-dessus et en assumant seule la charge par leur salaire.

Les agents à qui l'application de ce régime entre le 1^{er} avril 1940 et le 31 mars 1941 aurait conduit à accorder au titre de l'allocation « Mère au foyer » et des allocations familiales une somme supérieure à celle qu'ils ont reçue, recevront le complément.

B) Auxiliaires.

Par application de l'Avis Général Personnel N° 8 du 22 août 1939 et des corrections qui y ont été apportées, les auxiliaires ont en général reçu des allocations au moins égales à celles auxquelles ils pouvaient avoir droit par application du Code de la Famille.

Des compléments pourront toutefois être accordés sur leur demande à ceux qui auraient reçu des allocations inférieures à celles-ci.

Le Directeur Général,
R. LE BESNERAIS.

1° — AGENTS DONT LA RÉSIDENCE PERSONNELLE EST SITUÉE DANS UNE COMMUNE URBAINE DE 1^{re} CATÉGORIE ⁽¹⁾

(Taux applicables à partir du 1^{er} avril 1941)

ALLOCATION à la première naissance	ALLOCATION DE SALAIRE UNIQUE (suivant le nombre des enfants y ouvrant droit)					DÉPARTEMENTS	SALAIRE moyen dépar- temental	ALLOCATIONS FAMILIALES (suivant le rang ou le nombre des enfants à charge)				
	pour un enfant agé de		pour 2 enfants	pour 3 enfants ou plus	pour le 1 ^{er} enfant			pour le 2 ^e enfant	pour le 3 ^e enfant	pour le 4 ^e enfant et chacun des suivants	pour 4 enfants	pour 5 enfants
	moins de 5 ans	5 ans ou plus										
			20 %	10 %	25 %			30 %	10 %	20 %	30 %	60 %
(200 % avec minimum de 2000 F)							100 %	10 %	20 %	30 %	60 %	90 %
3000	300	150	375	450	450	Seine et Seine-et-Oise 1 ^{re} zone.	4500	150	300	450	900	1350
2500	250	125	312,5	375	375	Bouches-du-Rhône.	4250	125	250	375	750	1125
2400	240	120	300	360	360	Seine-et-Oise 2 ^e zone.	4200	120	240	360	720	1080
2200	220	110	275	330	330	Nord, Rhône, Seine-et-Marne, Var.	4100	110	220	330	660	990
2100	210	105	262,5	315	315	Alpes-Maritimes, Aube, Meurthe-et-Moselle, Moselle, Puy-de-Dôme.	4050	105	210	315	630	945
2000	200	100	250	300	300	Aisne, Ardennes, Belfort (Territoire de), Cher, Doubs, Drôme, Eure-et-Loir, Gironde, Haute-Savoie, Haut-Rhin, Isère, Loire, Loire-Inférieure, Loir-et-Marnes, Meuse, Oise, Pas-de-Calais, Savoie, Seine-Inférieure, Vaucluse.	4000	100	200	300	600	900
2000	190	95	237,5	285	285	Allier, Calvados, Haute-Garonne, Hte-Marne, Indre, Somme.	950	95	190	285	570	855
2000	180	90	225	270	270	Ain, Ardèche, Aude, Aveyron, Bas-Rhin Charente, Côte-d'Or, Eure, Finistère, Gard, Haute-Saône, Hérault, Indre-et-Loire, Loir-et-Cher, Maine-et-Loire, Nièvre, Pyrénées-Orientales, Saône-et-Loire, Tarn, Vienne, Vosges, Yonne.	900	90	180	270	540	810
2000	170	85	212,5	255	255	Charente-Inférieure, Côtes-du-Nord, Deux- Sèvres, Haute-Vienne, Ile-et-Vilaine, Jura, Morbihan.	850	85	170	255	510	765
2000	160	80	200	240	240	Basses-Alpes, Basses-Pyrénées, Cantal, Corse, Hautes-Alpes, Hautes-Pyrénées, Lot-et-Garonne, Orne, Sarthe.	800	80	160	240	480	720
2000	150	75	187,5	225	225	Ariège, Corrèze, Creuse, Dordogne, Hte-Loire, Manche, Mayenne, Tarn-et-Garonne.	750	75	150	225	450	675
2000	140	70	175	210	210	Gers, Landes, Lot, Lozère, Vendée.	700	70	140	210	420	630

(1) Des Avis Régionaux indiqueront la liste des communes urbaines de 1^{re} catégorie

ALLOCATION à la première naissance		ALLOCATION DE SALAIRE UNIQUE (suivant le nombre des enfants y ouvrant droit)				DÉPARTEMENTS	SALAIRE moyen dépar- temental	ALLOCATIONS FAMILIALES (suivant le rang ou le nombre des enfants à charge)				
		pour un enfant agé de :		pour 2 enfants	pour 3 enfants ou plus			pour le 2 ^e enfant	pour le 3 ^e enfant	pour le 4 ^e enfant et chacun des suivants	pour 4 enfants	pour 5 enfants
		moins de 5 ans	5 ans ou plus									
		(200 % avec minimum de 2000 f)	20 %	10 %	25 %			30 %	10 %	20 %	30 %	60 %
2400	240	120	300	360	Seine.	1200	120	240	360	720	1080	
2000	200	100	250	300	Seine-et-Oise.	1000	100	200	300	600	900	
2000	170	85	212,5	255	Aisne, Eure-et-Loir, Loiret, Nord, Oise, Pas- de-Calais, Seine-et-Marne, Somme.	850	85	170	255	510	765	
2000	155	77,5	193,75	232,5	Ardennes, Calvados, Eure, Marne, Rhône, Seine-Inférieure.	775	77,5	155	232,5	465	697,5	
2000	150	75	187,5	225	Ain, Allier, Alpes-Maritimes, Aube, Aude, Bas-Rhin, Bouches-du-Rhône, Côte-d'Or, Drôme, Gard, Haute-Marne, Haute-Saône, Haute-Savoie, Haut-Rhin, Hérault, Isère, Loire, Meurthe-et-Moselle, Meuse, Moselle, Nièvre, Pyrénées-Orientales, Saône-et- Loire, Savoie, Territoire de Belfort, Var, Vaucluse, Vosges, Yonne.	750	75	150	225	450	675	
2000	145	72,5	181,25	217,5	Cher, Doubs, Indre, Indre-et-Loire, Jura, Loir-et-Cher, Maine-et-Loire, Puy-de-Dôme.	725	72,5	145	217,5	435	652,5	
2000	140	70	175	210	Ardèche, Aveyron, Gironde, Loire-Inférieure.	700	70	140	210	420	630	
2000	130	65	162,5	195	Basses-Alpes, Charente, Charente-Inférieure, Côtes-du-Nord, Deux-Sèvres, Finistère, Hte-Garonne, Hautes-Alpes, Ile-et-Vilaine, Lot-et-Garonne, Manche, Mayenne, Morbihan, Orne, Sarthe, Vendée, Vienne.	650	65	130	195	390	585	
2000	125	62,5	156,25	187,5	Cantal, Gers, Haute-Loire, Tarn, Tarn-et- Garonne.	625	62,5	125	187,5	375	562,5	
2000	120	60	150	180	Ariège, Basses-Pyrénées, Corrèze, Corse, Creuse, Dordogne, Hautes-Pyrénées, Haute-Vienne, Landes, Lot, Lozère.	600	60	120	180	360	540	

(1) Des Avis Régionaux indiqueront les listes des communes urbaines de 1^{re} et de 2^e catégories ; les communes ne figurant pas sur ces listes seront toutes considérées comme des communes rurales.

50827 164/9